

La France très critiquée pour son offensive diplomatique sur le Burundi

PANA, 08 avril 2016 Les efforts de la France suscitent des incompréhensions de la part des protagonistes de la crise burundaise Bujumbura, Burundi - La France a pressé vendredi le gouvernement burundais à mettre en œuvre, "sans délai", l'engagement à un dialogue avec l'opposition qui, la veille encore, s'insurgeait de son côté, contre un récent projet de résolution française au Conseil de sécurité visant à déployer une centaine de policiers chargés de calmer la situation de crise politique en cours, depuis bientôt un an dans ce pays des Grands Lacs.

Un communiqué de presse parvenu vendredi à la PANA, de l'ambassade française à Bujumbura, rappelle qu'au sein de la France, le Conseil de sécurité des Nations a adopté, le 1er avril courant, la résolution 2279, à l'unanimité. Elle appelle à nouveau toutes les parties burundaises à dialoguer sous les auspices de la médiation africaine et à respecter l'ensemble des engagements pris par le gouvernement burundais. La résolution renforce le rôle des Nations unies, notamment en donnant un mandat de "bons offices" au conseiller spécial du secrétaire général, le Marocain Jamel Benomar, en appui à la médiation renforcée de l'Ouganda et la Tanzanie, et demande à Ban Ki-Moon de présenter d'urgence des options de présence policière des Nations unies sous 15 jours. La proposition française avait été mal accueillie par l'opposition et certains mouvements rebelles armés du pays, contrairement au pouvoir burundais qui s'en était félicité après avoir fait échec à une "Mission africaine de prévention et de protection au Burundi" (Maprobu), forte de 5.000 militaires et policiers. Dans un communiqué, les "Forces armées publiques du Burundi" (Forebu) avaient regretté "amèrement" que la France ose, sans vergogne, présenter un projet de résolution qui n'aura aucun effet susceptible de contribuer au règlement pacifique de la crise politico-sécuritaire qui prévaut actuellement dans le pays. "Les Forebu exigent plutôt que les forces militaires et policières déployées dans les missions de maintien de la paix dans les autres pays soient rapidement rapatriées en vue de venir contribuer au rétablissement de la paix qui manque dans leur pays depuis bientôt une année". Faute de quoi, « les Forebu prendront leurs responsabilités pour rétablir l'ordre et la tranquillité ainsi que la sécurité et la stabilité sur tout le territoire burundais », menaçait le communiqué. Un autre mouvement rebelle, né également de la crise, la « Résistance pour un Etat de droit » (Red), s'est aussi levé, par la presse, contre la dernière résolution d'une longue série du Conseil de sécurité des Nations unies sur le Burundi. Pour cette rébellion armée, « la décision d'envoyer quelques policiers pour observer, depuis le balcon des hôtels de Bujumbura, le drame qui secoue le Burundi, est cynique et décevant ». "Face à cette démission du Conseil de sécurité, Red lance un appel solennel à toutes les forces vives de la nation afin qu'elles rejoignent le front de la résistance armée", conclut le communiqué. Du côté des civils, le Conseil national pour la défense de l'accord de 2000, à Arusha, en Tanzanie, sur la paix et la réconciliation (Cnared, principale plateforme de l'opposition intérieure et en exil), s'est dit "surpris" par le caractère "désarmant" du remède proposé par la résolution onusienne, « au regard de la gravité de la situation sociopolitique du Burundi ». "Une poignée d'experts ne peut pas stopper la saignée qui vide le Burundi de ses forces vives, obligées de s'exiler pour ne pas finir dans des fosses communes", selon le Cnared plutôt favorable à une force de maintien de la paix et non des policiers-observateurs. A cet égard, "à défaut d'une force onusienne, le Conseil de sécurité devrait plutôt relancer et appuyer l'initiative de l'Union africaine d'un déploiement de 5000 militaires au Burundi", préconise l'opposition qui se dit en même temps favorable à des négociations inconditionnelles avec le pouvoir burundais.